

## LE SAHEL ET LA DÉMOCRATIE

*Le Mali figure généralement, dans les classements internationaux selon le PNB par habitant, parmi les derniers des pays africains, qui constituent eux-mêmes, selon un bel euphémisme, l'essentiel des « Pays les moins avancés ». Cela ne le conduit guère à occuper le devant de la scène, sauf quand une sécheresse dramatique, comme en 1973 ou en 1984-1985, attire l'attention des médias occidentaux avec les images d'enfants malnutris ou de cohortes de réfugiés ; ou bien encore lorsque des mouvements populaires (mars 1991), réprimés avec violence, finissent par mettre à bas une dictature vieille de 23 ans.*

*Pauvreté et violence : à qui demander des comptes ? à la politique, aux hommes ou à la nature ?*

*La revendication démocratique n'est pas née en 1991, mais elle s'est amplifiée ces dernières années, comme dans le reste de l'Afrique. Après l'éviction de Modibo Keita par les militaires en 1968, et l'abandon du socialisme, le régime militaire mis en place s'avéra vite très autoritaire et les premières manifestations d'hostilité commencèrent dès 1977 ; elles furent vigoureusement réprimées, comme quelques années plus tard (1980) celles des étudiants. L'opposition à Moussa Traoré se structura davantage mais de façon clandestine, en prenant appui sur les immigrés ou les étudiants qui séjournèrent en France. Monique Bertrand retrace les principales phases de la transition démocratique qui a conduit à la victoire de la rue, relayée par l'action d'une partie de l'armée sous la conduite du lieutenant — colonel Amadi Toumani Touré (dit « ATT » par les Maliens, par opposition à « GMT » — Général Moussa Traoré — dont l'heure était passée...).*

*Le nouveau président, Alpha Oumar Konaré, a pris ses fonctions en juin 1992 et constitué un nouveau gouvernement. Mais si la transition s'est déroulée de manière assez exemplaire, la suite n'est pas sans susciter quelques interrogations, en particulier sur la place de l'armée dans la nation. Certes, l'ancien chef de l'État a toujours affirmé, durant la période de transition, son désir de retrouver son métier militaire. Il est rentré dans le rang (un rang élevé tout de même puisqu'il a été promu général par le nouveau Président). Mais il a quitté le pou-*

*voir auréolé d'un prestige indéniable, celui d'avoir été le « tombeur » du dictateur, d'avoir arrêté l'effusion de sang et mis en place la 3<sup>e</sup> République. Durant les derniers temps de son mandat, il a multiplié dans le pays visites et inaugurations comme pour tester sa popularité.*

de l'Office du Niger, même si celui-ci n'a pu concrétiser complètement le rêve grandiose de Bélimé qui y voyait la possibilité d'une nouvelle Gezirah (Soudan) —, par la masse d'eau qu'il étale dans le delta central permettant là aussi pêche, accueil des troupeaux en saison sèche et cultures irriguées ou de décrue, et les facultés qu'il offre à la navigation fluviale. Le fleuve prolonge ainsi jusque dans la zone sahélienne le « Mali utile ».

Une autre des données permanentes du pays est son enclavement. Il n'en a pas toujours été ainsi puisque autrefois c'est précisément la partie sahélienne qui connaissait le développement urbain le plus notable avec les « villes-ports » : Tombouctou, Djenné, Gao. Elles accueillent les grandes caravanes qui assuraient le commerce entre l'Europe, le Maghreb et l'Afrique sud-saharienne. Le basculement des relations vers la façade atlantique a fait prendre conscience de l'éloignement de la côte et le coût des transports qu'ils soient ferroviaire de Dakar à Koulikoro, ou routier depuis la Côte-d'Ivoire, grève lourdement l'économie du Mali.

L'enclavement comme le milieu naturel pèsent en permanence, ils ne suffisent pas pour autant à expliquer le retard du pays.

Le pays demeure pauvre, il est de surcroît endetté et aucune des différentes politiques économiques suivies depuis 30 ans n'a pu lui apporter de solutions efficaces (voir le texte de Lê Châu). Le débat porte en particulier sur la part que doit prendre l'État dans la vie économique.

Comme en d'autres pays africains, en effet, les investissements publics dans le secteur industriel devaient suppléer la carence des capitaux privés. En outre, comme le montre Alain Maharaux, l'industrialisation était symbole de développement, et elle devait, lors de la phase socialiste, créer la classe ouvrière qui manquait à la révolution. Mais le bilan n'est pas très positif : tout ou presque est inadapté, la structure et la taille des entreprises comme les effectifs parfois pléthoriques de certaines d'entre elles. Et surtout cette option a largement contribué à l'endettement de l'État. Il n'est donc pas étonnant que dans le cadre de l'ajustement structurel, les organismes financiers internationaux se soient attaqués en priorité à l'assainissement du secteur public.

Nourrir le pays demeure par ailleurs une préoccupation constante des pouvoirs publics. D'une part pour faire face aux situations de cataclysme naturel, comme le sont les périodes de sécheresse, ils ont élaboré une stratégie alimentaire dont Pascale Phelinas détaille les principaux éléments. Le pays était excédentaire en céréales (et exportateur) entre 1960 et 1968. Producteur de riz, il n'arrive pas à l'autosuffisance en ce domaine puisqu'il ne produit encore que 85 % de sa consommation (et à peine la moitié les mauvaises années, comme en 1984/1985).

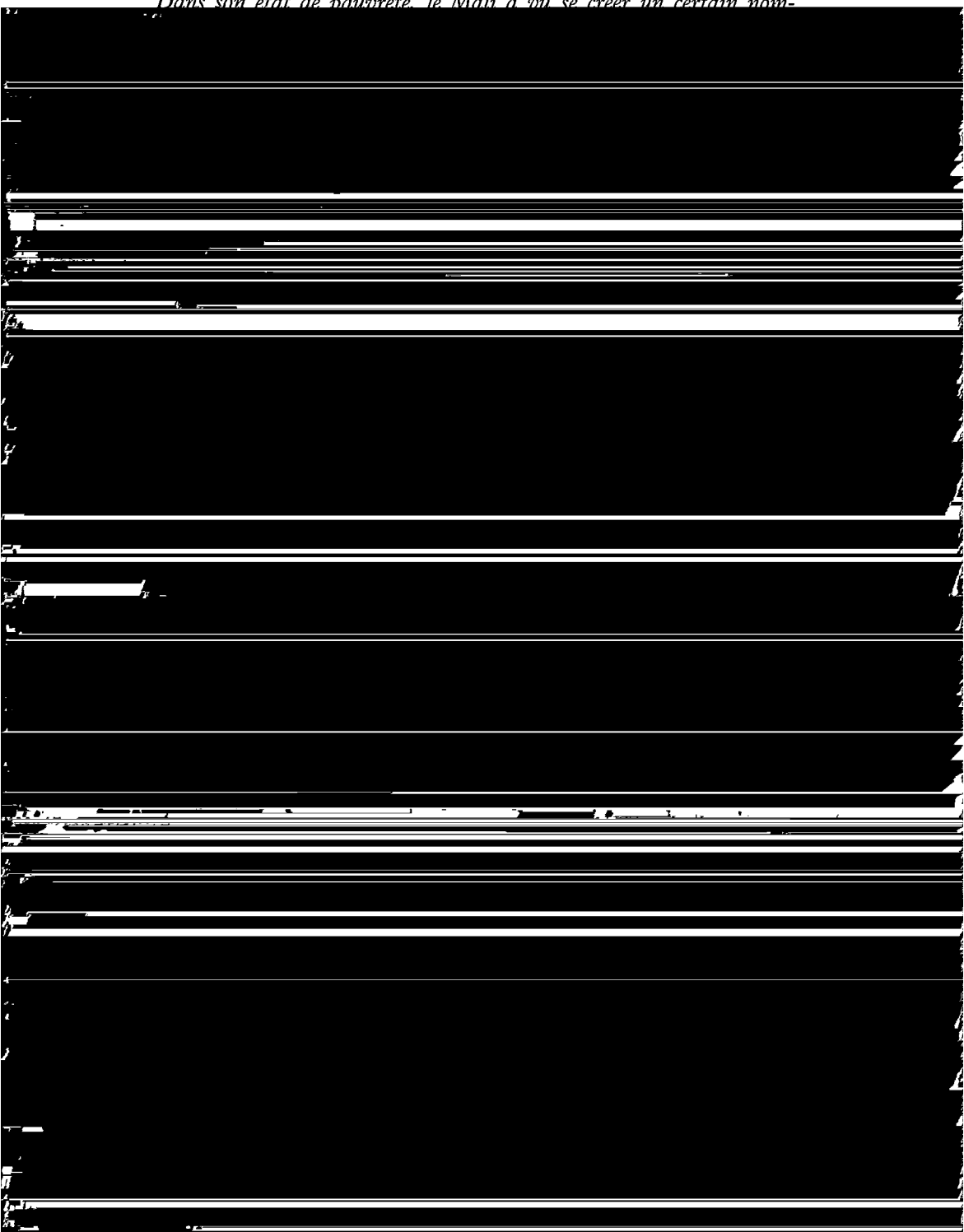
Autre ressource importante du pays, même si elle l'est moins qu'autrefois, la pêche représente également un apport essentiel à l'alimentation mais aussi au commerce ; Éveline Baumann montre à ce

*propos d'une part le rôle continu de l'État, très interventionniste, et en même temps les échecs des « développeurs » qui ont misé davantage sur les technologies importées que sur les savoir-faire locaux : une fois de plus ils se sont intéressés davantage à la technique qu'aux artisans de la production.*

*La croissance urbaine demeure une préoccupation. Bamako, sans doute proche du million d'habitants en 1992, croît plus rapidement que ne le laisserait penser le dernier recensement. Elle n'a pas bénéficié des investissements qui ont marqué certaines autres capitales africaines. De ce fait, elle a vécu, pour l'essentiel, sur le patrimoine colonial. Mais tout le centre, vieilli et inadapté est à refaire, comme sont à reconstruire aussi quelques bâtiments, industriels ou commerciaux, endommagés durant les émeutes de mars 1991. L'évolution récente montre à la fois une tentation du grandiose dont peuvent témoigner à la fois la construction de l'immeuble de la BEAO (Banque des États de*

*autant obérer, dans les régions où elle est pratiquée, celle des produits vivriers et elle peut être un moteur du développement.*

*Dans son état de pauvreté, le Mali a vu se créer un certain nom-*



*parti ne peut se constituer « sur une base ethnique, religieuse, linguistique, régionale, sexiste ou professionnelle ».*

*Mais la démocratie n'est pas uniquement affaire de textes. Tout dépendra de l'usage qu'en feront les hommes politiques. Après le foisonnement de partis qu'a suscité la démocratisation, les différents partenaires joueront ensemble le jeu démocratique ou bien se situeront dans une logique d'affrontement permanent. Et il est à espérer que les institutions officielles sauront déceler et valoriser les multiples initiatives qui, à la base, s'efforcent de promouvoir le développement.*

**J.C.**

Dossier thématique établi par Jacques Champaud

